

l'aide alimentaire. Environ \$105 millions seront acheminés par l'intermédiaire d'organismes multilatéraux. Comme vous le savez sans doute, la contribution canadienne au Programme alimentaire mondial a considérablement augmenté l'an dernier, pour passer de \$20 millions en 1974-1975 à \$94.5 millions en 1975-1976. Notre contribution pour l'année en cours sera de l'ordre de \$103 millions, parce que nous considérons que le Programme alimentaire a une vue d'ensemble des besoins mondiaux et que ses programmes associent l'aide alimentaire à l'assistance au développement, de façon à secourir ceux dont les besoins sont les plus grands.

Dans le cadre de notre programme bilatéral d'aide alimentaire, nous fournirons des céréales, du lait en poudre et d'autres denrées à l'Inde, au Bangladesh, au Sri Lanka ainsi qu'à d'autres pays d'Asie, d'Afrique et d'Amérique centrale. Nous disposerons pour ce faire d'un budget d'environ \$125 millions, et puisque la production alimentaire des pays en voie de développement s'est nettement améliorée en 1975, une partie de cette aide pourra servir à reconstituer les stocks de sécurité réduits à un niveau dangereusement bas lors de la récente crise. Un fonds de réserve de \$33 millions a été constitué en prévision des crises susceptibles de survenir au cours de l'année.

Tels sont les chiffres, mais comment s'inscrivent-ils dans le cadre général de la stratégie canadienne de coopération en matière de développement international, énoncée en septembre dernier? Comme il s'agit du premier rapport présenté sur la mise en application de la stratégie au cours des huit derniers mois, je me dois d'ajouter que bon nombre des idées qu'on y retrouve nous font mieux cerner les principes qui sont depuis longtemps la base de la politique canadienne, et que ces idées se traduisent de plus en plus par des initiatives ou des projets qui seront approuvés dans un avenir prochain. Je me contenterai d'exposer les grandes lignes de notre stratégie, sans entrer dans les détails de la mise en application de chacun de ses 21 points.

J'ai annoncé il y a quelques jours la publication du premier d'une série de guides sectoriels exposant notre politique à l'égard des principaux secteurs du développement international. Je suis également heureux de vous annoncer que des modifications substantielles ont été apportées sur le plan de l'importance attribuée à différents secteurs dans la planification des projets. Parmi les projets qui nous occupent présentement, l'agriculture proprement dite représente 13 p. 100 de la valeur monétaire et occupe le troisième rang dans l'ordre des priorités, après les services publics et l'éducation. Mais parmi les projets en cours de planification, elle se classe au premier rang en tant que